



L'Unsa, votre alliée du quotidien



Les sacrifiés de la Fonction Publique

Les élus nous répondent.

Quand une élue se contente de nous remercier de l'avoir interpellée, un autre laisse son assistante répondre, une autre met en avant le "Ségur de la santé" Est-ce oublier que nous dépendons du Ministère de l'Éducation nationale et non de la santé !?

La plupart des élus ne découvrent pas les difficultés même si l'une nous remercie d'attirer leur attention sur le sujet :

" Le sujet de la vie chère est très prégnant dans notre département : il devient de plus en plus difficile pour de plus en plus de professions de pouvoir vivre et travailler dignement en Haute-Savoie, notamment du fait des prix des logements » (Mme Riotton)

« Les membres de l'UNSA ont rappelé les difficultés économiques auxquelles nous sommes tous confrontés. Ces défis - inflation, coût de la vie, inaccessibilité au logement, pouvoir d'achat » [...] J'entends également que vous évoquez la particularité de notre territoire dont le coût de la vie est affecté par la proximité de nos voisins suisses dont les rémunérations sont différentes des nôtres (M. Armand)

. « Il [Sénateur Pellevat] est bien évident sensible à la demande que vous portez, et, avec ses collègues parlementaires, il essaie depuis plusieurs années d'obtenir une application de la prime de vie chère en Haute-Savoie » (Assistante parlementaire M. Pellevat)

« C'est un enjeu important pour lequel je suis très vigilant. Aujourd'hui plus qu'hier, la valorisation des métiers du service public doit évoluer dans des départements tel que le nôtre souffrant d'une pression immobilière importante et d'un renouvellement inquiétant de fonctionnaires. Les emplois non pourvus génèrent de fait un épuisement général du personnel et cette situation ne pourra être pas tenable dans la durée. » (Sénateur Hervé)

Aucune avancée concrète n'est chiffrée.

Certains expriment des positions de principe mais qui s'opposeraient frontalement à une amélioration des conditions de vie de ses concitoyens ?

D'autres disent vouloir déposer des amendements mais on sent bien la tiédeur de leur espoir de les voir aboutir.

« Cette question est prégnante dans notre département et j'ai régulièrement fait part aux Ministres successifs de la particularité de notre territoire, frontalier avec la Suisse. Je suis favorable à l'instauration d'une prime de vie chère, et je l'ai à maintes reprises évoqué au sein de l'hémicycle. De même, aux côtés des élus locaux, je suis également engagé pour la mise en place d'une offre de logements en faveur des fonctionnaires ». (M.Hervé)

« Cependant, malgré ces difficultés, Monsieur Pellevat prévoit d'ores et déjà de déposer des amendements à projet de loi de finances visant à permettre une instauration de la prime de vie chère en Haute-Savoie. Nous sommes en réflexion pour trouver des moyens de contourner les limites sus-mentionnées », (assistante M. Pellevat)

« j'ai à cœur de continuer à œuvrer pour augmenter la rémunération des agents de la fonction publique, en créant l'expérimentation d'une dérogation pour ouvrir la possibilité de rémunérer mieux que ce que la grille indiciaire permet dans les territoires où le coût du foncier a littéralement explosé. » (Mme Riotton)

« Je travaille aussi en ce moment, notamment avec le Ministre du logement Olivier Klein, sur les pistes à explorer pour favoriser la politique du logement en Haute-Savoie : révision du zonage des APL, facilitation des règles de construction ([NDLR cela à le mérite d'être exposé on n'a plus les moyens d'acheter], travail sur le logement social pour créer un quota en faveur des agents de la fonction publique dont la rémunération est faible... Les pistes sont nombreuses et je ferai en sorte qu'elles soient effectives. » (Mme Riotton)

« Je me suis également manifesté pour participer aux réflexions du Gouvernement, tout particulièrement sur le sujet du logement, et suis investi auprès de mes collègues parlementaires au sein de l'Association nationale des Elus de la Montagne pour réfléchir aux particularités de notre département (logement, énergie, mobilité, etc.). Je profiterai de ces occasions pour relayer les problématiques spécifiques à la Haute-Savoie. » (M.Armand)

Une lueur d'espoir apparaît lorsque deux députés nous écrivent avoir sollicité " une rencontre avec le ministre M. Stanislas Guérini, afin d'aborder la situation spécifique de la Haute-Savoie, pour arriver rapidement à des propositions concrètes (rémunération, logement, attractivité et formation en général). » (M.Armand) « J'échange en ce moment avec M. le Ministre Stanislas Guerini pour apporter des solutions efficaces et immédiates. »

Cependant, nous ne sommes pas dupes, nous ne nous contenterons pas de promesses et nous jugerons sur pièces. Il est en tout cas impossible et inacceptable pour le SE-Unsa qu'une quelconque dégradation des conditions de travail apparaisse dans la négociation salariale. Les collègues sont à bouts, leur en demander plus serait un affront de plus.

Un élu nous dit que son amendement a été refusé pour des raisons de "recevabilité financière : (le Parlement n'est pas autorisé à créer de nouvelles dépenses pour l'Etat) et de recevabilité législative (le Parlement ne peut agir que dans le domaine de la loi) » (assistante M.Pellevat)

Nous vous demandons de faire bouger la loi, c'est le rôle des élus, en faveur des fonctionnaires en général et de Haute-Savoie en particulier.



Du 1^{er} au 8 décembre, je vote UNSA !

L'UNSA, votre alliée du quotidien



Pourquoi choisir l'UNSA ?

— ” —
Le SE-Unsa revendique
une négociation
salariale et indemnitaire
tous les ans
— ” —



Élections professionnelles - Décembre 2022